

Secteur privé

Les obstacles qui freinent la croissance

● Dans un rapport que vient de publier conjointement la Banque mondiale, la BEI et la BERD sur le secteur privé dans la région MENA, les opérateurs économiques listent plusieurs obstacles qui freinent la croissance du secteur. L'appréciation faite par les chefs d'entreprises intéresse à plusieurs égards le Maroc où, en dépit des efforts enregistrés ces dernières années, beaucoup reste à faire pour tirer pleinement profit du potentiel dont recèle le secteur.

Le Maroc a enregistré, ces dernières années, une amélioration significative de ses indicateurs en matière d'amélioration du climat des affaires mais devrait maintenir la dynamique afin de mieux tirer profit du potentiel de son secteur privé. La preuve, le gouvernement s'est engagé à intensifier les efforts pour les prochaines années afin de renforcer son positionnement en la matière. C'est du reste la promesse faite par le chef du gouvernement dans sa dernière note d'orientation générale pour le budget 2017. À juste titre, un rapport, que vient de publier trois principales institutions financières qui figurent au rang de partenaires de premiers plans du Maroc en matière de développement, est revenu sur la question à travers les obstacles au développement du secteur privé dans la région MENA. Dans le document élaboré conjointement par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque européenne d'investissement (BEI) ainsi que le groupe de la Banque mondiale, les auteurs ont réitéré la théorie selon laquelle le secteur privé peut être un moteur essentiel de la croissance et de la prospérité au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA) «pour peu que des politiques efficaces soient mises en œuvre afin de répondre aux défis majeurs dans cette région». L'étude a été réalisée sur la base d'une enquête auprès de 6.000 chefs d'entreprises de huit pays de la région dont le Maroc, ce qui permet d'apprécier la situation non pas au travers des chiffres officiels mais de la perception faite par les opérateurs eux-mêmes. À ce sujet, les avis exprimés par ce dernier s'articulent autour de différents facteurs qui constituent les princi-



aux freins au développement du secteur privé et surtout à sa contribution à la croissance. Il s'agit notamment de l'instabilité politique, de la corruption, de l'insuffisance en matière d'alimentation électrique et d'un accès inadéquat au financement.

Décalage

À l'heure où le Maroc mise de plus en plus sur l'ouverture économique pour renforcer la compétitivité de son économie, les chefs d'entreprises ont également désigné les barrières commerciales et le manque de personnel qualifié comme des entraves à l'innovation et à la croissance. Dans plusieurs pays, les participants à l'enquête constatent un décalage entre les entreprises et les canaux de financement formels, empêchant de saisir les opportunités de croissance. Le rapport estime de ce fait que «les pouvoirs publics de la région ont tout intérêt à inscrire parmi leurs principales priorités l'adoption de stratégies pour accroître la productivité des entreprises, ainsi que la réaffectation des ressources aux plus productives d'entre elles». C'est

dans cette logique que semble s'inscrire la politique des autorités avec un relatif succès comme l'a dernièrement relevé le chef de mission du FMI au Maroc, Nicolas Blancher, lequel a fait observer que des réformes «très importantes ont été mises en œuvre et continuent d'être engagées en matière d'amélioration du climat des affaires, un volet qui revêt une grande importance dans l'instauration d'une croissance plus large et inclusive». Le rapport a également mis en évidence quatre aspects qui réclament une action des autorités et s'inscrivent d'ailleurs dans les priorités que se sont assignées les autorités en faveur du secteur privé. Il s'agit d'améliorer le climat des affaires, d'accroître l'accès au financement, de parvenir à une meilleure éducation, à de meilleurs emplois et compétences, et de promouvoir le commerce, la concurrence et l'innovation. Le rapport souligne qu'il est essentiel de viser une plus grande stabilité politique pour aboutir à un meilleur climat des affaires car dans de nombreux pays, il y a toutes les chances pour que figurent parmi les principales priorités la lutte contre la corruption. Il convient de relever que la BERD s'est, par exemple, hissée, ces dernières années, parmi les principaux bailleurs de fonds du Maroc notamment en faveur du financement du secteur privé et particulièrement des PME.

Financement bancaire

L'accès au financement, notamment bancaire, constitue un des principaux obstacles au développement du secteur privé au Maroc. Le rapport montre que, bien que le secteur bancaire de la région MENA soit relativement développé, de nombreuses entreprises sont

éloignées des canaux de financement formels. Elles ne font pas de demandes de crédit, car elles affirment disposer de ressources suffisantes. De ce fait, les auteurs de l'étude estiment qu'il est possible d'améliorer l'accès au financement en consolidant les méthodes d'évaluation du risque de crédit auxquelles les banques ont recours. Dans ce cadre, des mécanismes de garantie des crédits peuvent réduire les problèmes liés au collatéral, et il peut par ailleurs s'avérer utile de renforcer les lois relatives aux transactions sécurisées et d'établir un registre des garanties plus efficace pour soutenir les prêts aux PME sans mettre en danger la stabilité financière. «Il est primordial de trouver une solution pour combler le fossé entre les banques et les entreprises si l'on veut augmenter les perspectives de croissance dans la région», souligne de son côté Debora Revoltella, économiste en chef de la BEI. L'Union européenne vient d'adopter, dans ce cadre, une nouvelle initiative dont l'objectif est de permettre «l'essor de secteurs économiques nouveaux par rapport aux activités traditionnelles, au moyen d'opérations et d'investissements en faveur de la croissance, de l'emploi, d'infrastructures essentielles et de la cohésion sociale». Le rapport a aussi mis en exergue une marge de progrès considérable grâce à l'amélioration de l'éducation, de l'emploi et des compétences, en particulier pour les femmes et les jeunes. Par ailleurs, des mesures pour soutenir l'émergence et la croissance de startups innovantes sont susceptibles d'avoir un effet particulièrement bénéfique sur l'emploi des jeunes. D'autres aspects ont également été mis en avant par l'étude. Ainsi, en matière de commerce, de concurrence et d'innovation, le rapport fait observer que pour accroître leur productivité, les entreprises ont besoin d'une plus grande ouverture à l'international. Des règlements douaniers et commerciaux plus efficaces, pour les importations comme pour les exportations, peuvent y contribuer. Quant à la concurrence, il est possible de la stimuler en limitant les restrictions sur la création et la liquidation d'entreprises, ainsi que sur l'investissement étranger.

L'étude a été réalisée sur la base d'une enquête auprès de 6.000 chefs d'entreprises de huit pays de la région dont le Maroc, ce qui permet d'apprécier la situation non pas au travers des chiffres officiels mais de la perception faite par les opérateurs eux-mêmes.